

**Sous-commission Paritaire pour le  
Commerce de Bois (SCP 125.03).**

**Convention collective de travail du 27 juin 2019  
relative à l'indemnité en cas d'accident mortel du  
travail.**

**CHAPITRE I. *Champ d'application.***

Article 1. La présente convention collective de travail s'applique aux employeurs et aux ouvriers ressortissant à la Sous-commission Paritaire pour le négoce de bois (SCP 125.03).

Par "ouvriers", on entend les ouvriers et ouvrières.

**CHAPITRE II. *Condition d'octroi.***

Art. 2. Le décès de l'ouvrier ouvrant le droit à l'indemnité régie par la présente convention collective de travail doit résulter d'un accident du travail indemnisable par l'assureur compétent.

### **CHAPITRE III. *Bénéficiaires.***

Art. 3. L'indemnité due en application de la présente convention est payée au conjoint survivant ou à la personne avec laquelle l'ouvrier cohabitait ou, à défaut, à ses descendants.

### **CHAPITRE IV. *Montant de l'indemnité***

Art. 4. Le montant de l'indemnité est porté à 2.555,30 € à dater du 1<sup>er</sup> juillet 2019.

### **CHAPITRE V. *Modalités de paiement***

Art. 5. L'indemnité est payée aux ayant-droits par le Fonds de Sécurité d'Existence du Commerce de Bois à la demande d'une organisation syndicale représentée au sein du Conseil National du Travail à laquelle l'ouvrier décédé appartenait ou à la demande des ayants-droits dont question à l'art.3.

Art. 6. Le Comité Paritaire de gestion du Fonds de Sécurité d'Existence du Commerce de Bois détermine les documents justificatifs à joindre à la demande de paiement de l'indemnité.

### **CHAPITRE VI. *Cellule de crise***

Art. 7. Le Comité de gestion du Fonds de Sécurité d'Existence du Commerce de bois pourra se réunir et créer une cellule de crise si des circonstances exceptionnelles se produisent.

## **CHAPITRE VII. *Durée de validité.***

Art. 8. La présente convention collective de travail entre en vigueur le 1<sup>er</sup> juillet 2019 et est conclue pour une durée indéterminée. A partir de son entrée en vigueur, elle remplace celle du 21 septembre 2017 relative à l'indemnité en cas d'accident mortel du travail, enregistrée sous le numéro 142249/CO/125.03

Art.9. Elle peut être dénoncée par chacune des parties moyennant un préavis de trois mois adressé par lettre recommandée au Président de la Sous-commission paritaire pour le Commerce de bois (SCP 125.03).